



V/Réf.: 211132

COURRIER / FAX				
Direction:	DWI	FHE	MUR	EHA
Reçu le	13 DEC. 2023			
Copie à:				
Original	JBR 211132			

B.E.S.T. SARL  
2, RUE DES SAPINS  
L-2513 SENNINGERBERG

**Recommandée****N° dossier: 1/2023/0295/152***A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.*

Dossier suivi par: Monsieur Robert AMLUNG

Tél: 247-76100 Email : robert.amlung@itm.etat.lu

**Objet :** Demande d'autorisation du 16 mai 2023 relative à l'installation de postes de transformation pour le Parc Photovoltaïque à Folkendange-Sud, Brücherhof, pour le compte de la société ETHER ENERGY.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'arrêté N° 1/2023/0295/152 du 11 décembre 2023 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire relatif à la demande précitée.

Les publications, le cas échéant, reprises dans l'autorisation précitée sont accessibles sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines sous :

<https://itm.public.lu/fr/securite-sante-travail/etablissements-classes/conditions-types.html>

Pour le Directeur,

Nancy Schmit  
Employée





Luxembourg, le 11 DEC. 2023

## AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2023/0295/152

**Le Ministre du Travail,**

Vu la demande du 10 mai 2023 présentée par la SARL BEST INGENIEURS-CONSEILS, au nom et pour le compte de la société ETHER ENERGY, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour l'installation de trois postes de transformation pour les besoins d'une centrale photovoltaïque à Folkendange (Vallée de l'Ernz), section EE de Brücherhof et Moserhof, sur les parcelles cadastrales 407/79; 331/0; 405/0; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

- une installation photovoltaïque d'une puissance d'environ 10 MW ;
- 2 postes de transformation 20/0,8 kV d'une puissance apparente nominale unitaire de 3.150 kVA, refroidis à l'huile ;
- 1 poste de transformation 20/0,8 kV d'une puissance apparente nominale de 4.200 kVA, refroidis à l'huile ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Vallée de l'Ernz en date du 13 septembre 2023;

Considérant que pendant le délai d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation est à considérer comme répondant aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 10 juin 1999;

Considérant qu'en vertu du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 que les installations photovoltaïques tombent sous le régime de la classe 4 (point de la nomenclature N° 070110); que conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée ces éléments relevant de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes :

### **1) Conditions générales**

1) L'établissement respectivement les installations doivent être aménagés et exploités conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de garantir la sécurité du public et du voisinage en général ainsi que la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en exploitation dans un délai de 36 mois à partir de la date de la notification du présent arrêté.

11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.



## **II) Conditions particulières**

1) Le chantier et son organisation doivent répondre aux prescriptions des publications suivantes, consultables sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines, à savoir :

### **ITM-CL 144.1:**

Installations électriques de chantier - Prescriptions de sécurité types

### **ITM-SST 1408.2:**

Chantiers de construction et de démolition

### **ITM-SST 1515.1:**

Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions applicables aux chantiers

Par dérogation aux publications ci-dessus, une réception par un organisme de contrôle n'est pas requise pour le chantier.

2) L'établissement respectivement les installations doivent être mis en œuvre, construits, aménagés et exploités conformément aux prescriptions des publications suivantes, consultables sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines, à savoir:

### **ITM-CL 7.1:**

Postes de transformation

### **ITM-CL 17.2:**

Installations électriques

**Article 2:** - Le présent arrêté est transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de la Vallée de l'Ernz pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

**Article 3:** - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, un recours contentieux contre la présente décision peut être introduite devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour, sous peine de déchéance, dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre du Travail. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Il est à noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.



Georges MISCHO  
Ministre du Travail